

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/SG/M/7

19 mars 1997

(97-1134)

---

## Comité des sauvegardes

### COMPTE RENDU DE LA REUNION ORDINAIRE TENUE LE 25 OCTOBRE 1996

Président: M. A. Buencamino (Philippines)

1. Le Comité des sauvegardes a tenu une réunion ordinaire le 25 octobre 1996.
2. L'ordre du jour ci-après a été adopté:

	<u>Page</u>
A. Législations nationales	2
i) Examen de législations nouvelles ou modifiées qui n'ont pas encore été examinées par le Comité (article 12:6)	3
a) Argentine (G/SG/N/1/ARG/2)	3
b) Brésil (G/SG/N/1/BRA/3)	3
c) El Salvador (G/SG/N/1/SLV/2)	3
d) Hongrie (G/SG/N/1/HUN/2/Add.1, Suppl.1 et Suppl.2)	3
e) Israël (G/SG/N/1/ISR/2)	3
f) Japon (G/SG/N/1/JPN/2/Corr.1)	3
g) Norvège (G/SG/N/1/NOR/3)	3
h) Sainte-Lucie (G/SG/N/1/LCA/1)	4
ii) Examen de notifications sans texte législatif	4
a) Côte d'Ivoire (G/SG/N/1/CIV/1)	4
b) Kenya (G/SG/N/1/KEN/1)	4
c) Nigéria (G/SG/N/1/NGA/1)	4
iii) Situation des notifications de législations	4

	<u>Page</u>
B.      Notifications de décisions en rapport avec les mesures de sauvegarde	5
i)      Notifications d'ouverture d'enquêtes (article 12:1 a)) (G/SG/N/6/KOR/2, G/SG/N/6/KOR/3, G/SG/N/6/BRA/1)	5
ii)     Notifications de constatations de l'existence d'un dommage grave ou d'une menace de dommage grave causé par un accroissement des importations (article 12:1 b)) (G/SG/N/8/USA/1)	6
iii)    Notifications concernant l'application de mesures de sauvegarde provisoires (article 12:4) (G/SG/N/7/BRA/1)	6
iv)    Notifications concernant des consultations (articles 12:4 et 12:5) (G/SG/3, G/SG/5-G/L/110)	8
C.      Examen et surveillance des mesures visées par l'article 11:1 (G/SG/N/5/ZAF, G/SG/N/5/EEC/Suppl.1)	8
D.      Progrès réalisés dans l'élimination progressive des mesures visées par les articles 10 et 11:1	9
E.      Examen de la notification de clôture d'une enquête en matière de sauvegarde sans qu'une mesure soit imposée (G/SG/N/9/USA/1)	10
F.      Observateurs: organisations internationales (WT/L/161, annexe 3)	10
G.      Autres questions	11
H.      Rapport annuel au Conseil du commerce des marchandises (G/SG/W/181)	11
I.      Date de la réunion ordinaire suivante	11

A.      Législations nationales

3.      Le Président a rappelé les procédures adoptées par le Comité à sa réunion extraordinaire de mai 1996 pour la poursuite de l'examen des législations qu'elles soient nouvelles ou qu'elles aient déjà été examinées (G/SG/W/116). La plupart des questions écrites relatives aux notifications de législations qui devaient être examinées à la réunion avaient été reçues après la date limite du 4 octobre. Les Membres dont la législation devait être examinée seraient invités à répondre à toutes les questions qui leur seraient posées à la réunion, mais le Président a fait observer qu'il était difficile pour les Membres de répondre aux questions reçues en retard, ce qui nuisait à l'efficacité du processus d'examen.

4.      Le Président a rappelé aux Membres qu'ils pouvaient poser oralement des questions complémentaires à la réunion et que, pour obtenir des réponses écrites, il était nécessaire d'adresser les questions par écrit au Membre dont la notification était examinée, ainsi qu'au Secrétariat, pour le 25 novembre 1996 au plus tard. Quant aux réponses écrites à toutes les questions posées par écrit, elles devraient être communiquées au Secrétariat au plus tard le 23 décembre 1996.

5. Le Président a rappelé au Comité les procédures convenues à la réunion extraordinaire de mai 1996 pour l'étude des législations examinées antérieurement (G/SG/W/116). En particulier, une législation déjà examinée ne figurerait à l'ordre du jour d'une révision que si des questions écrites la concernant étaient reçues au plus tard six semaines avant la réunion. Par ailleurs, les Membres ayant reçu des questions écrites seraient priés de communiquer des réponses écrites au plus tard deux semaines avant la réunion et le débat à la révision porterait sur les questions et les réponses écrites qui avaient été échangées. Aucune question de ce type n'avait été reçue avant la réunion en cours et ce point ne figurait donc pas à l'ordre du jour.

- i) Examen de législations nouvelles ou modifiées qui n'ont pas encore été examinées par le Comité (article 12:6)

6. Le Comité a procédé à l'examen de fond des législations inscrites à l'ordre du jour.

7. Les questions posées au sujet de la législation de l'Argentine sont reproduites dans les documents suivants:

G/SG/Q1/ARG/1  
G/SG/Q1/ARG/2

Soumises par le Canada  
Soumises par la Corée

Les réponses de l'Argentine à ces questions sont reproduites dans les documents suivants:

G/SG/Q1/ARG/3  
G/SG/Q1/ARG/4

Réponses à la Corée  
Réponses au Canada

8. Les questions posées au sujet de la législation du Brésil sont reproduites dans les documents suivants:

G/SG/Q1/BRA/1  
G/SG/Q1/BRA/2 + Corr.1

Soumises par la Corée  
Soumises par les CE

Les réponses du Brésil à ces questions sont reproduites dans les documents suivants:

**[AUCUNE REPONSE N'A ETE RECUE A CE JOUR]**

9. Les questions posées au sujet de la législation d'El Salvador sont reproduites dans le document suivant:

G/SG/Q1/SLV/1

Soumises par la Corée

Les réponses d'El Salvador à ces questions sont reproduites dans le document suivant:

G/SG/Q1/SLV/2

Réponses à la Corée

10. Aucune question n'a été posée au sujet de la législation de la Hongrie.

11. Aucune question n'a été posée au sujet de la législation d'Israël.

12. Aucune question n'a été posée au sujet de la législation du Japon.

13. Aucune question n'a été posée au sujet de la législation de la Norvège.

14. Aucune question n'a été posée au sujet de la législation de Sainte-Lucie.

ii) Examen de notifications sans texte législatif

15. Les questions posées au sujet de la notification de la Côte d'Ivoire sont reproduites dans le document suivant:

G/SG/Q1/CIV/1

Soumises par les Etats-Unis

Les réponses de la Côte d'Ivoire à ces questions sont reproduites dans les documents suivants:

**[AUCUNE REPONSE N'A ETE RECUE A CE JOUR]**

16. Les questions posées au sujet de la notification du Kenya sont reproduites dans le document suivant:

G/SG/Q1/KEN/1

Soumises par les Etats-Unis

Les réponses du Kenya à ces questions sont reproduites dans les documents suivants:

**[AUCUNE REPONSE N'A ETE RECUE A CE JOUR]**

17. Les questions posées au sujet de la notification du Nigéria sont reproduites dans le document suivant:

G/SG/Q1/NGA/1

Soumises par les Etats-Unis

Les réponses du Nigéria à ces questions sont reproduites dans les documents suivants:

**[AUCUNE REPONSE N'A ETE RECUE A CE JOUR]**

iii) Situation des notifications de législations

18. Le Président a fait rapport sur la situation des notifications de législations présentées par les Membres, notant que la mise en œuvre de cette obligation était loin d'être complète. Au 24 octobre 1996, 45 Membres n'avaient pas encore communiqué la notification requise: Antigua-et-Barbuda, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belize, Bénin, Botswana, Brunéi Darussalam, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Chypre, Djibouti, Dominique, Emirats arabes unis, Fidji, Gabon, Gambie, Grenade, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Iles Salomon, Jamaïque, Koweït, Lesotho, Liechtenstein, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Namibie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Qatar, République centrafricaine, Rwanda, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sierra Leone, Suriname, Swaziland, Tanzanie, Tchad et Togo. Le Président a rappelé que l'on approchait du deuxième anniversaire de l'OMC et que la liste des Membres qui n'avaient pas encore présenté une notification de leur législation était demeurée pour ainsi dire inchangée depuis un an. Le Président a dit que l'obligation faite aux Membres de notifier leur législation, notamment en présentant une simple notification "néant" lorsqu'ils n'avaient pas de législation sur les sauvegardes, était essentielle pour assurer la pleine transparence parmi les Membres de l'OMC et que le fait que plus du tiers des Membres ne se soient pas conformés à cette exigence se traduisait par un manque de transparence fort regrettable.

19. Le Président a rappelé au Comité les efforts faits dans tous les domaines à l'OMC pour que toutes les obligations de notification soient mieux respectées, y compris l'élaboration d'un manuel pour

l'établissement des différentes notifications. Il a demandé instamment à tous les Membres de soutenir ces efforts en encourageant ceux qui n'avaient pas encore présenté de notifications concernant leur législation, en indiquant qu'ils n'avaient pas de législation en la matière, à le faire sans tarder.

B. Notifications de décisions en rapport avec les mesures de sauvegarde

i) Notifications d'ouverture d'enquêtes (article 12:1 a))

20. Le Comité a examiné les trois notifications d'ouverture d'enquêtes qui avaient été distribuées depuis la réunion précédente et qui concernaient l'enquête du Brésil sur les jouets, l'enquête de la Corée sur les produits laitiers et l'enquête de la Corée sur les bicyclettes.

21. Aucune question n'a été posée au sujet de la notification du Brésil.

22. S'agissant de l'enquête de la Corée sur les produits laitiers, les représentants des Etats-Unis, de la Nouvelle-Zélande, des CE et du Canada ont demandé au représentant de la Corée d'indiquer où en était cette enquête. Les représentants de la Nouvelle-Zélande et du Canada ont dit qu'à ce qu'ils savaient une constatation de l'existence d'un dommage grave avait été établie et ont demandé confirmation du représentant de la Corée. Le représentant du Canada, a exprimé son inquiétude au sujet de l'ouverture de l'enquête et a demandé que la Corée indique les Membres visés par cette enquête.

23. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a demandé à la Corée d'indiquer les motifs de cette détermination, a indiqué que sa délégation ne croyait pas qu'une telle constatation était justifiée et a dit qu'il était regrettable qu'un Membre prenne une décision en matière de sauvegarde pour des produits qui avaient été libéralisés en vertu des dispositions relatives à la balance des paiements et dans le contexte du Cycle d'Uruguay. Il a en outre rappelé que l'Accord prévoyait que des consultations bilatérales devaient avoir lieu au cas où il était proposé d'appliquer une mesure de sauvegarde.

24. Le représentant des CE a fait part de son inquiétude au sujet de l'ouverture de l'enquête, précisant que les CE avaient un intérêt commercial dans l'affaire. Les CE avaient envoyé une lettre à la Commission coréenne du commerce extérieur pour demander un complément d'information et elle venait de recevoir une réponse, laquelle était à l'examen. Le représentant des CE a dit que la notification d'ouverture d'enquête ne contenait pas suffisamment de renseignements, notamment quant aux raisons qui avaient motivé l'ouverture de l'enquête, et mentionné à titre de comparaison la notification présentée par la Corée pour l'ouverture de l'enquête sur les bicyclettes. Il a donné à entendre que l'information contenue dans la lettre que lui avait adressée la Commission coréenne du commerce extérieur devait figurer dans la notification initiale. Il a aussi fait observer que celle-ci, bien que datée du 11 juin 1996, avait été distribuée le 1er juillet 1996 soulignant qu'un tel délai était inquiétant dans la mesure où il pouvait être source de problèmes pour les Membres qui auraient peut-être à recourir rapidement à des moyens de défense après l'ouverture d'une enquête par un autre Membre.

25. Le représentant de la Corée a dit qu'il regrettait que le manque de renseignements dans la notification ait gêné les Membres et indiqué que sa délégation n'était pas en mesure de fournir des informations additionnelles à la réunion. Il a demandé aux Membres intéressés d'adresser leurs questions par écrit à la délégation coréenne, qui ferait tout son possible pour fournir les renseignements demandés, pour autant qu'ils ne soient pas confidentiels.

26. Le Président a rappelé à la délégation coréenne qu'elle était tenue de notifier toute constatation positive de l'existence d'un dommage grave causé par un accroissement des importations.

27. S'agissant de l'ouverture de l'enquête sur les bicyclettes, les représentants du Japon, du Canada et des Etats-Unis ont fait part de leur intérêt. Les représentants du Japon et du Canada ont dit qu'ils adresseraient des questions écrites à la Corée à ce sujet.

28. Le représentant de la Corée a indiqué que sa délégation répondrait immédiatement à toute question.

29. Le Comité a pris note des déclarations faites.

ii) Notifications de constatation de l'existence d'un dommage grave ou d'une menace de dommage grave causé par un accroissement des importations (article 12:1 b))

30. Le Comité a examiné l'unique notification de constatation de l'existence d'un dommage grave causé par un accroissement des importations distribuée depuis la réunion précédente, à savoir celle des Etats-Unis concernant les balais en sorgho à balais.

31. Le représentant du Mexique a demandé qu'il soit précisé par écrit si une mesure avait été mise en oeuvre. Le représentant des Etats-Unis a indiqué que, le 1er août 1996, la Commission américaine du commerce international avait fait une détermination positive de l'existence d'un dommage grave causé par un accroissement des importations et que, le 30 août 1996, le Président des Etats-Unis avait différé de 90 jours l'adoption d'une décision concernant l'application d'une mesure de sauvegarde, afin de donner aux parties le temps de trouver par la négociation une solution permettant de réparer ledit dommage, de faciliter l'ajustement du secteur et de concilier les intérêts divergents en jeu. Il a ajouté que, le délai de 90 jours n'ayant pas encore expiré, aucune décision n'avait été prise mais que toute mesure adoptée ou tout accord conclu seraient pleinement conformes aux obligations découlant pour les Etats-Unis de l'Accord sur les sauvegardes.

32. La représentante de la Colombie a demandé quand les renseignements de fond relatifs à l'accroissement des importations exigés au point 2 du mode de présentation des notifications pertinent seraient communiqués au Comité, puisque d'après ce que son pays savait, ils avaient été transmis au Président des Etats-Unis en août 1996. Le représentant des Etats-Unis a répondu que, conformément à la pratique habituelle et vu la longueur du document, le rapport d'enquête intégral de la Commission du commerce international avait été déposé au Secrétariat et non distribué à tous les Membres. La représentante de la Colombie a dit que, d'un point de vue systémique, les renseignements indiqués dans le mode de présentation devaient figurer dans les notifications, car sinon il était difficile aux petites délégations et aux fonctionnaires travaillant dans leur capitale de suivre l'évolution des diverses affaires. Elle a fait remarquer que, dans leur notification initiale, les Etats-Unis indiquaient que les informations pertinentes seraient communiquées à une date ultérieure et qu'il fallait que ces informations soient fournies ou, à tout le moins, mises à jour.

33. Le Comité a pris note des déclarations faites.

iii) Notifications concernant l'application de mesures de sauvegarde provisoires (article 12:4)

34. Le Comité a examiné l'unique notification concernant l'application de mesures de sauvegarde provisoires distribuée depuis la réunion précédente, celle qu'avait présentée le Brésil au sujet des importations de jouets.

35. Le représentant du Japon a indiqué que sa délégation était très préoccupée par cette mesure et partageait en particulier les inquiétudes exprimées par les CE dans leur lettre au Brésil (G/SG/3) au sujet de la signification de l'expression "produits directement concurrents" et du lien de causalité entre l'accroissement des importations et le dommage grave. Il a fait observer que la mesure de

sauvegarde avait eu pour effet de relever les droits de douane sur deux catégories de produits du Système harmonisé (les jouets à roues et les jeux vidéo) par rapport aux taux consolidés. Il était évident que les jouets à roues et les jeux vidéo étaient différents, étant donné la manière et le contexte dans lesquels ils étaient utilisés, et leurs autres caractéristiques, ce qui faisait sérieusement douter de la compatibilité de la mesure avec l'Accord. Les jeux vidéo n'étaient pas produits par des fabricants brésiliens mais, pour la plupart, par des concessionnaires de fabricants étrangers. Il était donc difficile de considérer les jouets produits par des fabricants brésiliens comme des produits concurrençant directement les jeux vidéo. L'intervenant a indiqué que le Japon réservait ses droits dans le cadre de l'OMC pour ce qui était de cette mesure.

36. Le représentant du Japon a ensuite posé trois questions (lesquelles avaient déjà été adressées par écrit à la délégation du Brésil). Premièrement, la mesure de sauvegarde provisoire s'appliquait elle aussi aux produits en provenance des pays membres du MERCOSUR et, si tel n'était pas le cas, sur quelle base légale les autorités brésiliennes se fondaient-elles pour les exclure, eu égard à l'obligation de traitement NPF, énoncée dans le GATT et l'Accord sur les sauvegardes, et à l'article 5 du décret brésilien sur les sauvegardes (Décret n° 1488/95 du 11 mai 1995). Le représentant du Brésil a dit que la mesure s'appliquait à tous les pays mais que, étant donné l'existence du traité du MERCOSUR qui prévoit une préférence tarifaire de 100 pour cent pour les importations en provenance des pays membres, l'effet de la mesure sur ces pays était nul. Le représentant du Japon a indiqué que son gouvernement n'était pas convaincu par cette explication. Le représentant des Etats-Unis a demandé, à la lumière de la discussion qui avait eu lieu plus tôt au sujet de la législation en matière de sauvegarde et du système juridique du Brésil, si l'absence d'effet de la mesure sur les importations en provenance des pays du MERCOSUR tenait au fait que le traité du MERCOSUR l'emportait sur le décret brésilien sur les sauvegardes et, en dépit de la clause NPF que celui-ci contenait, empêcherait donc l'application d'une mesure aux pays du MERCOSUR. Le représentant du Brésil a dit que, compte tenu des obligations NPF énoncées dans l'Accord sur les sauvegardes et le décret brésilien, il ne serait juridiquement pas possible d'exclure un pays quel qu'il soit du champ d'application d'une mesure de sauvegarde. En vertu du Traité d'Asunción portant création de l'union douanière et de la zone de libre-échange du MERCOSUR, chaque membre était tenu d'accorder à tous les autres membres une préférence tarifaire de 100 pour cent (c'est-à-dire un droit de douane nul) sur tous les produits à l'exception de quelques-uns, repris dans une liste. La question n'était donc pas de savoir quelle obligation s'appliquait à l'égard des Etats membres du MERCOSUR mais bien de constater que deux obligations étaient d'application. L'intervenant a ajouté que des négociations se déroulaient en ce moment au sein du MERCOSUR en vue d'élaborer un règlement commun sur l'application des mesures de sauvegarde, des mesures antidumping et des mesures compensatoires. Ce règlement préciserait que l'adoption des mesures commerciales correctives dans l'union douanière suivrait les règles qui y seraient spécifiées.

37. La deuxième question posée par le représentant du Japon portait sur le volume et la valeur de la production nationale de chacun des produits visés par la mesure au cours des trois années précédentes. Le représentant du Brésil a indiqué qu'il serait répondu par écrit à cette question, qui avait été posée par écrit.

38. Le représentant du Japon a ensuite demandé quels étaient les critères concrets permettant de faire la distinction entre les produits "directement" concurrents et les produits "indirectement" concurrents. Après qu'on lui eut demandé de préciser sa question, il a parlé de distinction entre produits "directement concurrents" et produits "non directement concurrents". Le représentant du Brésil a dit que le décret brésilien sur les sauvegardes ne contenait pas de tels critères et que l'Accord sur les sauvegardes n'exigeait pas que de tels critères soient définis. Il se demandait s'il était possible de fixer de tels critères, a rappelé au Comité les longs débats qui avaient eu lieu au sujet de la notion de "produits directement concurrents" et il s'est référé au rapport de l'Organe d'appel sur le différend relatif à la taxe japonaise sur les boissons alcooliques, qui traitait entre autres de cette question. Le représentant des CE a dit qu'il n'était pas entièrement d'accord avec le représentant du Brésil: même si l'Accord

sur les sauvegardes n'exigeait pas que soient définis les critères à suivre pour déterminer si un produit était directement concurrent, il obligeait à établir une telle détermination. De ce point de vue, dire que les critères devaient être énumérés ou décrits relevait sans doute de la sémantique. L'intervenant a dit qu'il pensait que les autorités brésiliennes traitaient la question sans être sûr qu'elles le faisaient de manière satisfaisante.

39. Le représentant du Japon a demandé au Brésil de confirmer qu'il répondrait par écrit aux questions écrites qui lui avaient été posées. Le Président a prié la délégation japonaise de communiquer ses questions par écrit au Secrétariat pour qu'elles soient distribuées au Comité. Ces questions ont été ultérieurement reproduites dans le document G/SG/Q2/BRA/1. **AUCUNE REPONSE N'A ETE RECUE A CE JOUR.**

40. Le Comité a pris note des déclarations faites.

iv) Notifications concernant des consultations (articles 12:4 et 12:5)

41. Le Comité a examiné les notifications qu'il avait reçues au sujet des consultations entre les CE et le Brésil à propos de la mesure provisoire appliquée aux jouets (G/SG/3 et G/SG/5-G/L/110). Le représentant des CE a indiqué que sa délégation partageait l'opinion exprimée par le Brésil dans sa notification quant à l'état d'avancement des consultations et aux résultats obtenus. Il a ajouté que, même si ces consultations avaient contribué à clarifier des points de fait et des questions relatives à la méthodologie, les CE continuaient d'être préoccupées par la mesure et, à la suite des consultations, avaient posé par écrit des questions sur certains éléments ayant fait l'objet des débats et demandé des clarifications sur certains points de fait. Les CE espéraient que le Brésil répondrait à temps pour qu'elles puissent apporter une nouvelle contribution à l'enquête. L'intervenant a ensuite demandé à la délégation brésilienne des détails sur le calendrier qui serait suivi pour la fin de l'enquête. Le représentant des Etats-Unis a dit que sa délégation était elle aussi intéressée par les réponses qui seraient données à la question soulevée par les CE. Le représentant du Brésil a rappelé, en réponse à la question des Etats-Unis, les informations contenues dans la notification relative aux résultats des consultations et dit que les autorités chargées de l'enquête avaient pris note de tous les points examinés au cours des consultations, qu'elles répondaient aux nouvelles questions posées par écrit et que ces réponses seraient communiquées prochainement. En ce qui concernait le calendrier de l'enquête, il a rappelé que, comme il avait été notifié, la mesure provisoire viendrait à expiration le 31 décembre 1996 et que, par conséquent, aucune décision concernant l'application d'une mesure définitive ne serait prise avant cette date.

42. Le Comité a pris note des déclarations faites.

C. Examen et surveillance des mesures visées par l'article 11:1

43. Le Comité a examiné les deux nouvelles notifications, présentées l'une par l'Afrique du Sud, l'autre par les Communautés européennes sous forme de supplément, au sujet des calendriers pour l'élimination progressive des mesures visées par l'article 11:1, qui avaient été reçues et distribuées depuis la réunion précédente.

44. Le représentant des CE a dit que, depuis que la notification de l'Afrique du Sud avait été distribuée, les CE avaient eu des contacts bilatéraux avec ce pays au sujet des positions tarifaires correspondant aux pneumatiques neufs qui ne figuraient pas dans la notification de l'Afrique du Sud concernant les calendriers pour la libéralisation des mesures de réglementation à l'importation des pneumatiques. Les autorités sud-africaines avaient informé les CE qu'elles étudiaient la possibilité de supprimer les mesures visant ces produits avant janvier 1997. Le représentant des CE a demandé à la délégation sud-africaine des éclaircissements au sujet de l'élimination des mesures de réglementation



des importations et du moment où une communication officielle à cet effet serait publiée. Le représentant de l'Afrique du Sud a confirmé que la date butoir du 31 juillet 1996, fixée pour l'élimination des mesures de réglementation à l'importation des produits énumérés dans la notification présentée par l'Afrique du Sud avait été respectée, que ces produits demeureraient soumis à une surveillance et que des licences d'importation seraient délivrées librement. Quant aux mesures de réglementation visant les autres produits, pour lesquels aucune date n'avait été notifiée, elles seraient supprimées en janvier 1997 et un avis à cet effet serait publié dans le Journal officiel de l'Afrique du Sud. Le Président a demandé à l'Afrique du Sud de présenter une notification à cet effet.

45. Le Comité a pris note des déclarations faites.

D. Progrès réalisés dans l'élimination progressive des mesures visées par les articles 10 et 11:1

46. Le Président a rappelé qu'en vertu de l'article 13:1 d) le Comité devait suivre l'élimination progressive des mesures visées par les articles 10 et 11:1 et qu'il avait décidé à sa réunion du 24 février 1995 d'effectuer cette tâche sur une base annuelle. Deux Membres, les CE et la Corée, avaient notifié des mesures préexistantes prises au titre de l'article XIX, visées par l'article 10. En outre, cinq Membres, l'Afrique du Sud, les CE, Chypre, la Corée et la Slovaquie, avaient notifié des mesures préexistantes de la zone grise ainsi que les calendriers établis pour leur élimination progressive. Il a été demandé à chacun des Membres auteurs de ces notifications de faire une brève déclaration indiquant les progrès qu'ils avaient réalisés dans l'élimination progressive des mesures notifiées.

47. Le représentant de Chypre a indiqué que son pays continuait de respecter le calendrier notifié antérieurement, qui prévoyait que les mesures notifiées seraient éliminées d'ici au 31 décembre 1998, et restait tenu par cette obligation.

48. Le représentant des CE a indiqué que l'élimination progressive des mesures visées par l'article 11:1 se faisait conformément à ce qui avait été notifié (G/SG/N/5/EEC). Certaines mesures avaient pris fin le 1er juin 1995, trois autres viendraient à expiration à la fin de 1996 et une autre encore au début de 1997. Conformément aux prescriptions de l'Accord, les mesures visées par l'article 10 seraient éliminées pour le 31 décembre 1999.

49. Le représentant de la Corée a dit que l'élimination progressive des restrictions volontaires à l'exportation se déroulait comme indiqué dans la notification. Il a précisé que ces mesures avaient reçu le double aval du secteur privé de son pays et de ceux des pays affectés et qu'il n'était pas opportun de modifier les dates d'expiration des mesures fixées par ces secteurs. Enfin, il a rappelé les dates fixées pour chaque mesure: 31 décembre 1998 pour les fours à micro-ondes (CE et Corée), 31 décembre 1997 pour les tubes couleur (CE et Corée), 31 décembre 1998 pour les couverts en acier inoxydable (Royaume-Uni, Allemagne et Corée), 31 décembre 1998 pour les huîtres en contenants hermétiques (tous les Membres et la Corée), 31 décembre 1998 pour les châtaignes et marrons sans leurs coques (Japon et Corée).

50. Les représentants du Brésil, des Etats-Unis, du Japon et du Canada ont demandé des éclaircissements sur la nature des mesures notifiées par la Corée. Au vu de la déclaration de ce pays selon laquelle les mesures avaient été convenues par les milieux privés de la Corée et des autres Membres, il a été demandé si la Corée considérait qu'il s'agissait bien de mesures de sauvegarde visées par l'Accord. On a également demandé dans quelle mesure le gouvernement coréen avait pris des mesures visant à promouvoir ces accords entre intérêts privés.

51. Le représentant de la Corée a dit qu'il s'agissait de restrictions volontaires à l'exportation qui relevaient entièrement de secteurs privés, en d'autres termes qui avaient été convenues par les secteurs privés concernés (importateurs et exportateurs). Le rôle du gouvernement coréen était d'assurer que

les modalités des accords étaient respectées. Par conséquent, le gouvernement contrôlait les exportations du pays afin de garantir que les contingents, qui avaient été fixés par les secteurs privés, ne soient pas dépassés. Le représentant du Canada a dit que cette déclaration montrait que le gouvernement coréen jouait bien un rôle dans l'application des mesures et que son pays considérait que ces mesures dépassaient le simple cadre des secteurs privés. Le gouvernement canadien présenterait des questions par écrit à ce sujet.

52. Le Président a prié les Membres intéressés de faire parvenir leurs questions par écrit à la Corée de sorte que celle-ci puisse y répondre par écrit.

53. Le représentant de la Slovénie a rappelé que son pays avait notifié en janvier 1996 les dates définitives pour l'élimination des mesures qui avaient été notifiées en mars 1995. Des changements étaient intervenus depuis lors et certaines mesures avaient déjà été éliminées. La Slovénie notifierait tous les changements intervenus.

54. Le représentant de l'Afrique du Sud a indiqué que le gouvernement de son pays avait bien l'intention de se conformer aux dates d'élimination des mesures qui avaient été précédemment notifiées. Le régime de licences discrétionnaire à l'importation des produits pétroliers et pétrochimiques, viendrait à expiration à la fin de 1998, et celui qui s'appliquait aux pellicules de polymères de polypropylène. Par ailleurs, comme il a été mentionné au titre du point précédent de l'ordre du jour, des mesures portant sur les pneumatiques neufs avaient été éliminées le 31 juillet 1996 et celles sur les pneumatiques restants seraient éliminées en janvier 1997.

55. Le Comité a pris note des déclarations faites.

E. Examen de la notification de clôture d'une enquête en matière de sauvegarde sans qu'une mesure soit imposée

56. Le Président a rappelé qu'à sa réunion extraordinaire de mai 1996 le Comité avait décidé d'adopter un mode de présentation pour les renseignements à notifier lorsqu'il a été mis fin à une enquête en matière de sauvegarde sans qu'une mesure soit imposée. Le Comité a examiné la seule notification de cette nature qui avait été reçue et distribuée depuis la précédente réunion, celle des Etats-Unis concernant leur enquête sur les tomates et les piments cloches. Aucune observation n'a été faite et aucune question n'a été posée au sujet de cette notification.

F. Observateurs: organisations internationales

57. Le Président a rappelé que les "Lignes directrices concernant le statut d'observateur des organisations internationales intergouvernementales auprès de l'OMC" adoptées par le Conseil général (WT/L/161, annexe 3) et, en particulier la disposition selon laquelle les demandes de statut d'observateur, doivent être examinées cas par cas par chaque organe de l'OMC auquel la demande a été adressée, compte tenu de facteurs tels que la nature des activités de l'organisation concernée, la nature de sa composition, le nombre de Membres de l'OMC qui font partie de l'Organisation, la réciprocité du point de vue de la possibilité d'assister aux débats, des documents et d'autres aspects du statut d'observateur et le fait que l'organisation a été ou non associée dans le passé aux travaux des PARTIES CONTRACTANTES du GATT de 1947. Le Président a rappelé en outre qu'en vertu de la décision prise à sa réunion des 13 et 14 juillet 1995 le Comité avait jusque-là invité les représentants du FMI, de l'OCDE et de la Banque mondiale à assister aux réunions du Comité sur une base *ad hoc* en attendant que les critères d'octroi du statut d'observateur des organisations internationales intergouvernementales soient définis. Comme le Conseil général avait procédé entre-temps à la définition desdits critères, le Président a proposé de tenir des consultations informelles sur le point de savoir à quelles organisations internationales intergouvernementales le statut d'observateur auprès du Comité serait accordé. En

attendant le résultat de ces consultations, le Comité a décidé de continuer à inviter à ses réunions les organisations qui y assistaient déjà sur une base *ad hoc*.

58. Le Comité en a ainsi décidé.

G. Autres questions

59. Le Président a informé le Comité qu'il avait reçu le 2 mai 1996 une lettre du Président du Comité du commerce et du développement lui demandant des renseignements sur la mise en oeuvre des dispositions de l'Accord sur les sauvegardes liées au développement pour l'examen périodique et l'élaboration du rapport périodique au Conseil général concernant l'application des dispositions spéciales des Accords commerciaux multilatéraux et des décisions ministérielles connexes en faveur des pays membres en développement, et plus particulièrement des pays les moins avancés. Etant donné que le Comité des sauvegardes ne se réunirait pas à temps pour répondre à cette demande de renseignements, le Président avait présenté une réponse sous sa propre responsabilité. Cette réponse et les réponses données par les autres comités, avaient été regroupées par le Secrétariat dans le document WT/COMTD/W/16 du 27 août 1996 et dans un addendum à paraître prochainement. Le Comité du commerce et du développement examinait actuellement la question sur la base de ce document.

60. Le Comité a pris note de la déclaration faite.

H. Rapport annuel au Conseil du commerce des marchandises

61. Le Comité a adopté son rapport annuel au Conseil du commerce des marchandises (distribué ultérieurement sous la cote G/L/129).

I. Date de la réunion ordinaire suivante

62. Le Comité a décidé de tenir sa réunion ordinaire du printemps 1997 pendant la semaine du 28 avril 1997, c'est-à-dire à la même période que les réunions ordinaires du Comité des pratiques antidumping et du Comité des subventions et des mesures compensatoires.

63. Le Président a rappelé au Comité que les notifications de législations déjà examinées ne figureraient à l'ordre du jour de la réunion du printemps que si des Membres posaient des questions à leur sujet, au plus tard six semaines avant la date de la réunion et que ces questions devaient être adressées directement au Membre concerné et au Secrétariat. Il était rappelé aux Membres qui recevraient de telles questions de communiquer leurs réponses écrites, au plus tard deux semaines avant la date de la réunion, afin que les débats puissent se dérouler sur la base des questions et réponses écrites.

64. La réunion a été déclarée close.